



**CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)
VIII^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
VII^e RÉUNION DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE LA COPA
EXPOSÉ DU VENEZUELA**

**L'ALTERNATIVE BOLIVARIENNE POUR LES AMÉRIQUES
(ALBA)**

IMPORTANCE POUR LES FEMMES

**Rapporteure : M^{me} Flor María Ríos, députée
Représentante de la région andine auprès de la COPA
Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela
Présidente de la Sous-commission des droits de la femme**

**Mexico, DF
Septembre 2008**

L'ALTERNATIVE BOLIVARIENNE POUR LES AMÉRIQUES (ALBA)

IMPORTANCE POUR LES FEMMES

Honorables collègues, mesdames et messieurs les invités,

Les études réalisées par des organisations spécialisées et des organismes publics internationaux montrent la situation d'exclusion et de pauvreté dont souffrent, sur la planète Terre, des millions d'êtres humains qui manquent d'eau potable et qui sont dans l'impossibilité d'exercer leurs droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à l'éducation, à l'alimentation, au travail, au logement et à la vie, ou encore de jouir d'un traitement digne qui soit respectueux de leurs droits fondamentaux. Bien pire encore est la situation de milliers de personnes dans le monde qui vivent dans l'indigence, se nourrissant à même les restes jetés aux ordures et dormant en bordure des rues des grandes villes, et ce, y compris dans les pays développés. Même dans différents pays du monde et des Amériques où l'on observe chez les autorités gouvernementales un souci et une volonté de s'attaquer à ce fléau qui touche les femmes, les hommes, les enfants et adolescents, filles ou garçons, et les personnes âgées, il subsiste des facteurs de discrimination culturelle et politique, de l'exploitation, et des inégalités au regard de l'accès aux biens et services, toutes choses qui ne peuvent qu'aggraver le problème.

On estime qu'à l'heure actuelle dans le monde, environ deux millions d'êtres humains souffrent de pauvreté extrême, dont plus de 70 % sont des femmes. Ce n'est pas par hasard qu'on en est venu à parler de féminisation de la pauvreté. C'est donc dire que, pour assurer l'avenir de l'humanité, il nous faudra relever le défi de trouver des moyens inédits et efficaces de résoudre le problème mondial de pauvreté dont souffrent les populations.

Situation des femmes dans les Amériques

Ce sont les femmes et les enfants, garçons ou filles, des pays du Sud qui souffrent le plus des conséquences de l'exclusion.

- 85 millions de Latino-Américaines ne disposent pas de revenus qui leur sont propres, et la majorité des pauvres d'Amérique latine sont des femmes (Source : CEPALC)
- Il s'impose que les femmes puissent avoir accès à des actifs : terre, prêts et micro-crédit; capital humain = formation; capital social = organisation, protection sociale.
- Le problème des inégalités entre les sexes et celui de la pauvreté sont intimement liés.
- Les foyers dont le chef de famille est une femme sont les plus pauvres, représentant plus de 28 % des foyers de l'Amérique latine, avec une forte tendance à la hausse. Au moins la moitié des femmes chefs de famille ont plus de 50 ans, et elles sont particulièrement vulnérables : chez les 60 ans et plus, elles sont veuves dans une proportion de 40 %, alors que les femmes mariées ou vivant en union de fait représentent quelque 38 % du total. Plus les femmes sont âgées, plus la proportion de celles qui sont chefs de famille est élevée.
- L'exode de la campagne vers la ville est principalement le fait de femmes jeunes en quête de meilleures possibilités.

- Les taux les plus élevés d'analphabétisme chez les gens de 15 à 24 ans sont enregistrés chez les femmes indigènes.
- En ce qui a trait à la santé sexuelle et de reproduction, je n'entends pas vous fournir de données dans la présente communication vu que M^{me} Elsa Rojas Hernández, députée à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba et présidente de la Commission de la santé et de la protection sociale de la COPA, fera un exposé sur ce sujet. Elle est en mesure de nous présenter avec brio les diagnostics, progrès et propositions dans ce domaine d'importance vitale pour la qualité de vie et le développement des peuples et dans lequel Cuba est à l'avant-garde du progrès et a fait preuve d'une grande solidarité avec les autres peuples en les faisant profiter de son savoir et des résultats de ses travaux.

Les données exposées ci-dessus montrent bien la situation d'exclusion sociale et de vulnérabilité des femmes qui représentent plus de la moitié de la population mondiale.

Conférences internationales

Les conférences, ainsi que les traités et accords internationaux conclus en vue de progresser sur le plan du respect des droits des femmes, comme la Conférence mondiale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), la Quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) (Nations Unies, 1999), ont permis la réalisation d'importants progrès en matière de protection des droits fondamentaux des femmes.

- Je tiens à signaler que, parmi les **Objectifs du millénaire pour le développement**, le premier est l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, et le troisième, la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes.

L'ALBA, UNE INTÉGRATION FONDÉE SUR LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES

Dans le dessein de promouvoir l'adoption de politiques humanistes d'intégration fondées sur la solidarité entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, le gouvernement de la **République bolivarienne du Venezuela propose l'Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALBA)** comme proposition d'intégration mettant l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et, par conséquent, allant dans le sens des intérêts des peuples latino-américains. Cette proposition a été présentée par le président Hugo Chávez en 2001, et Cuba y a d'emblée souscrit et la fait sienne depuis lors.

- L'Alba a essentiellement pour objet l'établissement d'alliances stratégiques et d'instruments économiques et commerciaux visant à concevoir un développement juste et durable de la région, en prenant en considération les caractéristiques propres de chaque pays et en mettant l'accent sur les liens naturels qui unissent les États (aspects géographiques, culturels et historiques, entre autres).
- Elle vise également la création de mécanismes propres à faciliter la coopération entre les pays du continent en vue de compenser les asymétries qui existent entre eux.

- La proposition repose sur la création de fonds compensatoires pour corriger les disparités qui placent en situation désavantageuse les pays faibles face aux grandes puissances. C'est pourquoi elle accorde la priorité à l'intégration latino-américaine et à la négociation en blocs sous-régionaux de façon à constituer des alliances stratégiques et à présenter des propositions communes dans le cadre du processus de négociation.
- La proposition cherche à atteindre le développement endogène des nations et de la région en vue d'éradiquer la pauvreté et l'exclusion sociale, de remédier aux inégalités sociales et d'assurer aux populations une amélioration constante de leur qualité de vie.
- Elle juge prioritaire le développement progressif et la possibilité pour tous, spécialement pour les femmes et les enfants, de jouir de leurs droits fondamentaux.
- Elle attache une importance prépondérante au regroupement des populations en réseaux et organisations de coopération, de mise en commun du savoir, de participation et de prise de décisions au profit des collectivités.

La Bolivie, Cuba, le Commonwealth de la Dominique, le Nicaragua et le Venezuela sont parties à l'Alba et, depuis 2007, les États caraïbes d'Antigua-et-Barbuda et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines souscrivent à son Protocole d'entente.

Les États parties à l'Alba ont conclu de nombreux accords dans les domaines de la santé, de l'éducation, des sports, de la culture, de l'économie, des finances et de l'alimentation. Dans le domaine énergétique, on a signé divers accords de coopération visant à lier le développement intégral de l'être humain et son environnement en s'efforçant d'élever les niveaux de bien-être de la population, et ce, avec le moins de contamination et de gaspillage possible des ressources non renouvelables. On envisage également d'exploiter d'autres sources d'énergie : hydrique, éolienne, solaire, etc. De grands projets nationaux, notamment en matière de gaz, de pétrole, d'orimulsion, d'énergie électrique et de production alimentaire sont déjà en cours de réalisation, ce qui se traduit par des résultats nettement positifs sur le chapitre du développement de la région. De même, la coopération internationale dans le cadre de l'exécution de programmes sociaux profite directement aux États parties à l'Alba et sert d'inspiration à d'autres pays des Amériques et des Caraïbes.

Les missions Milagro Robinsón sont venues en aide aux populations les plus démunies de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'El Salvador, du Mexique, du Nicaragua, du Pérou, de l'Uruguay, du Venezuela et de divers pays des Caraïbes grâce aux interventions de personnel cubain et vénézuélien ainsi qu'à la fourniture gratuite, par le Venezuela, d'énergie, de matériel de transport, et d'infrastructures. On a favorisé le développement économique de quelques-uns de ces pays au moyen d'investissements soutenus dans leur secteur social, par exemple dans des entreprises de production sociale, dans des coopératives et des microentreprises, et dans de petites et moyennes entreprises qui cherchent une valeur sociale ajoutée, ce qui ne peut que profiter singulièrement aux femmes, car elles sont plus nombreuses que les hommes à participer aux différents programmes mis en œuvre.

Éducation et santé : On a conclu des accords qui ont eu un impact social considérable en matière d’alphabétisation, d’éducation de base et supérieure, et de santé, en facilitant la reconnaissance des diplômes délivrés par les maisons d’enseignement des cinq États parties, des accords qui contribuent, grâce à une éducation plus intégrale des peuples, à enrayer la pauvreté, à remédier aux inégalités et à garantir une qualité de vie sans cesse améliorée.

- Il convient de mentionner ici le cas de l’École latino-américaine de médecine (Elam), inaugurée en avril 2007, qui, déjà, a bénéficié à plus de 365 étudiants provenant des quatre coins de l’Amérique latine, parmi lesquels on estime à 250 le nombre de femmes. S’ajoutent à cela, l’Université du Sud ainsi que l’École latino-américaine et caraïbe de politiques publiques, laquelle a été créée dans le but de promouvoir de nouvelles valeurs éthiques et de solidarité.

Le programme d’alphabétisation « Yo si puedo », mis sur pied conjointement par Cuba, la Bolivie et le Venezuela et auquel le Nicaragua a exprimé le désir de participer affiche déjà d’étonnants résultats, dont les suivants :

- En deux ans, 1 500 000 Vénézuéliens ont appris à lire et à écrire, de sorte que le Venezuela a été déclaré par l’UNESCO territoire libre d’analphabétisme (2005). Le Centre des études de la femme signale qu’à ce jour, 65 % des bénéficiaires de ce programme sont des femmes. En Amérique latine, le Venezuela est le deuxième pays, après Cuba, à détenir cet honneur. Ces données revêtent énormément d’intérêt quand on songe que les **statistiques à cet égard à l’échelle mondiale, d’après une étude réalisée par l’UNESCO dans 180 pays, indiquent que les deux tiers des alphabètes du monde sont des femmes.**
- Avec la coopération solidaire du peuple cubain par le truchement de la mission « Yo si puedo », on a alphabétisé plus de 64 000 Honduriens et Honduriennes, formé 7 000 enseignants et organisé 3 000 communautés, ce qui, là encore, profite largement aux femmes.
- En Bolivie, le PNA a réussi à faire en sorte que le pays se classe au troisième rang parmi les pays d’Amérique latine au regard des progrès réalisés sur le front de l’alphabétisation. Dans ce pays qui comptait 1,2 million d’analphabètes provenant principalement de régions rurales, on a décidé d’appliquer le programme à 823 000 d’entre eux, dont 73 % en sont actuellement bénéficiaires : autrement dit, déjà 600 000 personnes ont ainsi appris à lire et à écrire. Il convient de noter que sur les 823 000 personnes ciblées, **80 % sont des femmes** du milieu rural ou de la périphérie des villes et plus de 95 % sont des indigènes, des chiffres qui montrent bien l’ampleur de l’impact social d’un tel programme (Source : UNESCO).

En Amérique latine et aux Caraïbes, Cuba, le Venezuela, le Costa Rica, l’Uruguay, le Chili et l’Argentine sont libres d’analphabétisme, et la Bolivie sera bientôt du nombre, ce qui, bien entendu, touche énormément de femmes.

Dans le domaine de la santé : en moins de quatre ans, par le truchement de la **Misión Milagro Internacional**, à laquelle le peuple cubain a apporté une contribution inestimable, plus de 1 300 000 personnes de 28 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ont reçu des soins de santé, sans discrimination aucune, les coûts de séjour, de transport et d'alimentation du patient et de son accompagnateur étant à la charge de l'État.

Au Venezuela, et seulement pour ce qui est de l'année 2008, on a pratiqué quelque 5 500 opérations qui ont rendu la vue à autant de patients. Plus de 3 000 Honduriens et Honduriennes ont ainsi pu recouvrer la vue après avoir subi une opération dans notre pays. **La Mission Milagro sert de base à l'élaboration d'un plan régional de santé publique.**

En économie et en finances : Le traité de commerce des peuples, conclu en avril 2007, s'est révélé efficace comme mécanisme pour combattre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. On envisage la restructuration de la Banque du Sud de manière à y incorporer une section spéciale qui sera au service de l'économie sociale et qui pourra compter sur un **fonds solidaire de promotion du programme relatif à l'Alternative bolivarienne des femmes**, avec pour but de freiner la féminisation de la pauvreté dans la région.

D'après le PNUD, les deux tiers du travail féminin **n'est pas** rémunéré, et un grand nombre de femmes sont contraintes de faire quotidiennement trois journées de travail pour assurer leur subsistance. De là l'importance que l'Alba attache à l'octroi de prêts et de microcrédit pour permettre à des femmes d'exploiter des entreprises, notamment des microentreprises. On estime que la création de la **Banque de l'Alba** bénéficiera à une population de 53 544 885 personnes en rendant possible la réalisation de projets dans divers domaines, notamment dans ceux de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, des finances, de l'environnement, de l'énergie et du commerce équitable. Avec l'adhésion du Commonwealth de la Dominique comme membre à part entière de l'Alba, le nombre de bénéficiaires, d'après les estimations, passera à 53 614 163, ce qui, sans aucun doute, aura également une incidence sur l'épanouissement de la population féminine.

Fourniture d'énergie : Le Venezuela, comme puissance énergétique mondiale, a mis au service de l'union et du développement des peuples d'Amérique, à l'intention de leurs populations les plus démunies, l'apport de l'énergie, spécialement de l'énergie pétrolière, ce qui lui permet de contribuer à la lutte contre la pauvreté. Un bon exemple de cette contribution, c'est le Programme de fourniture de mazout pour chauffage domestique que le Venezuela a lancé en novembre 2005 afin d'approvisionner de ce combustible à des prix subventionnés pendant la saison hivernale les habitants des milieux pauvres des États-Unis.

- Chaque jour, plus de 125 000 barils de pétrole sont destinés à 13 pays, à des conditions fortement préférentielles.

Petro América, comme projet d'intégration énergétique de l'Amérique latine et des Caraïbes, Petro Alba et Petro Alimentos constituent des mécanismes de financement de programmes sociaux, économiques, alimentaires et de fourniture de pétrole brut à un prix préférentiel.

La diplomatie des peuples a permis d'instaurer un climat de coopération économique, sociale et culturelle entre les États-nations ou encore entre les gouvernements et les peuples en Amérique, aux Caraïbes et dans les communautés des États-Unis, avec un bilan très positif.

Grâce à la coopération de Cuba et du Venezuela, on a réalisé, dans le cadre du plan stratégique culturel et sportif, des progrès remarquables dans la région : on a créé l'Université latino-américaine et caraïbe du sport, espérant incorporer quelque 1 400 techniques dans les différentes collectivités des pays de la région. Nous avons ainsi obtenu des résultats notables en ce qui touche le classement et la participation de nos athlètes à des activités sportives de haut niveau et olympiques.

Sur le chapitre de la sécurité alimentaire : Illustrant l'importance capitale qu'on attache à la poursuite de cet objectif, on a conclu un traité visant la mise en œuvre de programmes de coopération en matière d'autonomie et de sécurité alimentaires afin de garantir l'investissement dans le secteur de la production et de la commercialisation des aliments, et ce, dans le respect de la capacité de chaque pays.

On a accéléré le processus de collectivisation de la possession et de la jouissance de la terre et intensifié la lutte contre les latifundia, et on a adopté des mesures de protection sociale et de l'environnement. On a également mis en route divers projets visant à garantir à toute la population le respect de son droit à l'alimentation, combattant ainsi la malnutrition infantile. En Amérique latine, suivant des données récentes, environ 36 % des enfants de moins de deux ans sont en situation de risque alimentaire élevé. Dans les zones rurales, cette proportion est supérieure à 46 %.

Nous avons tous l'obligation de chercher des solutions afin d'éviter que la majorité de la population mondiale meure de faim. Selon les études qui ont été réalisées sur le sujet, les personnes les plus vulnérables à cet égard sont les femmes et les enfants. Les projets de loi visant à protéger la population paysanne et rurale accordent la propriété de la terre à ceux qui la travaillent et qui s'organisent suivant un modèle communautaire, ce qui leur procure une garantie de protection sociale et assure une meilleure gestion de la chaîne de distribution alimentaire.

LES FEMMES DANS LE CADRE DE L'ALBA

Le programme de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques accorde une importance prépondérante au respect des droits fondamentaux des femmes. Dans ce but, grâce à l'organisation et à la conscientisation des femmes, l'Alba a facilité l'aménagement d'espaces servant à la recherche de moyens d'améliorer la condition féminine :

- Mobilisation d'organisations de femmes de divers pays en appui à l'Alba, laquelle a facilité l'aménagement dans la région de lieux de discussion en vue de trouver des moyens d'améliorer la situation des femmes et des collectivités indigènes ou d'ascendance africaine.

- Création de l'**Instituto Latinoamericano y Caribeño de la Mujer**, dont les buts sont les suivants : concevoir des politiques visant à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes dans les domaines éducatif et législatif ainsi que dans ceux de la prévention et de la répression afin de contrer et d'enrayer la violence fondée sur le sexe et de chercher à instaurer l'égalité juridique et politique; faire connaître et défendre les droits humains; et recenser, souligner et mettre en lumière le rôle de premier plan des femmes dans les luttes pour l'émancipation et l'indépendance.
- **Le cas du Venezuela est un bel exemple de ce qui précède**, car on y a créé une banque de données sur les femmes héroïnes ainsi que l'Ordre des héroïnes de la patrie.
- Promouvoir la socialisation du travail domestique et sa valeur ajoutée afin de parvenir à sensibiliser la société à cette réalité et de l'amener à combattre et à redresser les conditions qui contraignent les femmes à accomplir une double journée de travail. Reconnaissant la valeur ajoutée du travail domestique, le Venezuela a alloué des centaines de milliers de pensions à des femmes en situation de pauvreté et entrepris de créer à leur intention un régime de sécurité sociale.
- **Politique relative à l'accès des femmes au crédit** : Par l'entremise de diverses sociétés financières, on en est venu à accorder des prêts et du microcrédit de même qu'un appui et des services d'expertise-conseil à des pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin d'y favoriser le développement d'activités productives des femmes propres à leur permettre de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur cellule familiale dans de meilleures conditions (Banmujer). Il convient de mentionner ici l'organisation et l'habilitation de **femmes indigènes** dans des centaines de coopératives de production sociale : ce qu'on a pu observer, c'est qu'au début, il y avait une résistance de la part de leurs conjoints et que, lorsqu'on s'est aperçu de l'apport économique et des avantages de cette activité pour les collectivités, on s'est montré plus compréhensif. **Les femmes qui en ont bénéficié nous assurent que ces initiatives leur ont été utiles pour leur épanouissement personnel et leur ont permis de connaître de nouvelles possibilités de solution, de contribuer au mieux-être de leur foyer et d'accroître leur estime d'elles-mêmes.** Les foyers indigènes qui en ont bénéficié se comptent par centaines de milliers.

Le Venezuela, grâce à l'adoption de la Loi sur les terres et d'une série de mesures législatives, a entrepris de développer le secteur des femmes paysannes, indigènes et travailleuses agricoles en leur accordant la propriété de la terre, des crédits pour son développement, un appui et des conseils techniques, ainsi qu'une protection en matière de santé et de sécurité sociale. Les chiffres concernant BanMujer sont éloquentes. Par la réalisation de missions humanitaires, on est parvenu à atteindre un niveau plus élevé de participation et de développement, ce qui, en moyenne, bénéficie à des femmes dans une proportion **supérieure à 65 %** dans tous les domaines des programmes gouvernementaux, et de **plus de 70 % dans le secteur de l'éducation supérieure**. La mission Madres del Barrio profite à un fort pourcentage de la population en situation de pauvreté. Nous pourrions citer à cet égard une longue liste de chiffres, mais j'ai préféré axer cet exposé sur les aspects fondamentaux ayant un impact déterminant dans les pays de la région qui sont parties à l'Alba.

- Lors du 5^e Sommet de l'Alba, les mouvements sociaux de femmes qui y ont participé ont proposé la création d'une banque de développement de la femme en vue d'accroître le nombre de femmes qui exercent des activités dans le secteur de la production.
- En Bolivie, en Argentine, au Chili et au Brésil, on a également réussi à améliorer la qualité de vie des femmes au moyen de programmes d'aide aux femmes, aux enfants de foyers indigènes et aux personnes âgées. C'est le cas du Plan Juancito Pinto en Bolivie et du plan FOME Zero au Brésil (faim zéro). Ce sont là des initiatives et des expériences qu'on a entrepris de rééditer dans les différents pays parties à l'Alba.
- **L'Alliance sociale continentale**, une coalition de réseaux, d'organisations et de mouvements sociaux, **représente aux alentours de 50 millions de personnes dans les Amériques**. Elle comprend un Comité de femmes composé de déléguées d'organisations des quatre coins du continent et elle a pour objectif de promouvoir des stratégies et des propositions en faveur de la démocratie et de la justice sociale, l'accent étant mis sur la suppression des inégalités entre les femmes et les hommes. Ce programme féministe de lutte pour l'égalité politique hommes-femmes a été créé par le Traité de commerce des peuples, lequel a été conclu au Venezuela en avril 2007.
- Le plus grand progrès obtenu dans le processus d'intégration de l'Alba consiste en la **prise de conscience collective** des organisations et réseaux sociaux, particulièrement grâce à la participation de femmes des divers pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui, dans le cadre de leur programme permanent d'action, se sont donné comme objectifs, de sceller des accords et de créer des espaces de consensus et d'action en vue de rétablir l'égalité entre les sexes et de combattre la discrimination, l'exclusion, et la violence à l'égard des femmes.
- **Les participants aux programmes de formation en médecine intégrale communautaire sont des femmes dans une proportion d'environ 76,3 %**, et, dans le cas des organisations communautaires, la proportion de femmes est supérieure à 78 %...
- Dans le secteur de l'éducation et de la culture, la proportion de femmes parmi les participants oscille entre 60 et 74 %. Ces données sont tirées des statistiques relatives aux programmes de formation en médecine intégrale et aux programmes d'éducation supérieure et de culture (Source : CEM UCV 2008).
- Selon les données fournies par Banmujer Venezuela, six années après sa création, ce programme, par l'injection de près de 84 000 crédits (83 996), pour un investissement total d'environ 261 millions de bolivars forts, a permis la croissance intégrale de femmes vénézuéliennes exerçant des activités économiques dans les secteurs manufacturier, agricole, commercial et des services. Au cours du premier trimestre de 2008, une moyenne de 144 000 femmes ont bénéficié de ce programme qui, en plus, leur a offert des services d'orientation et des ateliers de croissance personnelle et, surtout, a donné lieu à la création de nouveaux emplois qui sont venus renforcer le secteur agricole (30 %), le secteur manufacturier (37 %), le secteur commercial (18 %) et le secteur des services (15 %). Au cours de la seule année 2008, on a consolidé l'organisation sociopolitique des femmes dans diverses collectivités en constituant des réseaux sociaux constitués de femmes dans une proportion de 98 %.

- Ces chiffres illustrent éloquemment le processus de coopération qui s'est instauré entre les États parties à l'Alba et entre ceux-ci et quelques autres qui en bénéficient par le truchement de missions et de programmes d'éducation, de culture, de santé et de coopération en matière énergétique et financière, ce qui, en contribuant à réduire la pauvreté, aura sans l'ombre d'un doute dans les années qui viennent un impact majeur dans la région sur le plan du respect et de la jouissance des droits humains, spécialement en ce qui touche les droits des femmes.

Conclusions générales

- L'Alba s'appuie sur des valeurs de complémentarité et de solidarité, en mettant l'accent sur la personne.
- Plus de 1 300 000 Latino-Américains ont été opérés et ont recouvré la vue grâce à la contribution inestimable des peuples cubain et vénézuélien, qui ont assumé les coûts de l'alimentation, du séjour et du transport des patients et de leurs accompagnateurs. On estime, par défaut, qu'environ 50 % des bénéficiaires de ce programme sont des femmes.
- Plus de 3 250 000 Latino-Américains ont été alphabétisés, et, de ce fait, sont sortis de l'obscurité, de la marginalité et de l'exclusion dans lesquelles ils étaient jusque-là condamnés à vivre. Le Centre d'études sur la femme (UCV) estime qu'au moins 65 % des bénéficiaires de ce programme sont des femmes.
- Déjà, quelque 6 693 étudiants ont obtenu leur diplôme de médecine et plus de 40 000 sont actuellement en formation. À titre d'exemple, mentionnons qu'au Venezuela, 76 % des étudiants de cette discipline sont des femmes.
- Grâce à l'appui du Venezuela en matière énergétique, chaque jour, 125 000 barils de pétrole sont destinés à 13 pays, à des conditions hautement préférentielles.
- Les ententes visant à accorder des prêts et du microcrédit en vue de favoriser la participation des femmes aux activités du secteur de la production ainsi que l'octroi de titres de propriété foncière à des groupes jusque-là exclus ont un impact sur la qualité de vie des populations.
- **Les incidences positives qu'ont ces mesures sur la population bénéficient au même titre aux femmes, aux hommes, aux enfants et aux personnes âgées. Ce sont là des résultats qu'il vaut mieux apprécier en songeant à la qualité de vie de millions de personnes plutôt qu'aux simples données statistiques.**

En terminant, je tiens à exprimer ma gratitude à l'endroit du Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires de la COPA pour avoir acquiescé à la demande que j'ai formulée en 2006 de présenter, au nom du Venezuela, cet exposé des principaux bienfaits qui ont résulté du programme de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), en particulier pour les femmes de la région. Il ne fait aucun doute que cet exposé permettra au Réseau des femmes parlementaires des Amériques d'avoir une meilleure vision globale de cette question en vue de la recherche de consensus sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des femmes dans la région, ce qui va dans le sens des objectifs que poursuit le Réseau des femmes de la COPA.

Merci de votre aimable attention.

Flor Maria Ríos, députée
Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela
Présidente de la Sous-commission des droits de la femme
Représentante de la région andine auprès de la COPA